

Intervention 12 mai 2009

Journée LYON

La mastérisation selon Darcos Péresse et Sarkozy

Nicole Orthous, collectif IUFM de Lyon

1 la mastérisation

S'il s'agissait de reconnaître une formation à bac +5 et de l'appeler master, alors oui, nous serions pour la mastérisation, parce qu'après tout, c'est inscrit dans l'ordre des choses :

- parce que le niveau général de qualification augmente
- parce que ce niveau doit correspondre aux emplois dans la société
- parce que c'est le sens de l'Histoire : n'a pas cessé d'augmenter, ne s'est jamais vu requalifié sans heurts (non correspondance entre diplôme et concours : le niveau requis diffère du niveau de sortie de formation, lequel n'est pas reconnu par une validation universitaire, cf. Deug quand recrutés après le Bac)
- parce que c'est déjà le cas : licence + un ou deux ans, jamais moins (je ne dis rien de l'agrégation)

Si c'était cela, la mastérisation...

Or, il s'agit d'autre chose et c'est ce que je vais essayer de vous montrer. Ce serait lâcher la proie pour l'ombre et c'est bien de leurre que je vais parler.

2 les IUFM dans la bagarre, depuis le début

Entre autres : ont été conçus pour faire se rencontrer le premier, le second degré et l'enseignement technique.

C'était un pari, aujourd'hui rediscuté...

- Le recrutement ne se faisait pas au même niveau de diplôme (mais depuis 1989, une licence a été nécessaire pour être prof des écoles)
- Premier et second degré ne sont pas, historiquement, en continuité, à peine en concurrence, mais deux parties de tous différents. Dans la réalité : lieux, cadre administratif, corps d'inspection, statuts différents, etc. (cf. liaison impossible CM/6^{ème})
- on est prof d'une discipline, en général, parce qu'on l'aime et qu'on veut la faire aimer aux élèves, parce qu'on la connaît bien,
- on enseigne à des petits, à des enfants, parce qu'on ne craint pas leur âge, parce qu'on se sent généraliste de la connaissance...

C'était un pari, cette harmonisation...

Harmoniser, c'est perdre : (par exemple)

Les maisons "écoles normales" ont accueilli les professeurs de collège et de lycée qui n'avaient pas de maison (CPR).

Ils sont devenus moyens d'enseignement (il y a trois ans, ce qui a dénaturé la formation = secondarisation)

Les profs ont dû se mettre à accepter une formation, dans un cadre institué, beaucoup plus contrôlé et systématique que celui des CPR (primarisation)

Les IUFM ont toujours été objets de polémiques, j'en évoque quelques unes : le décor est tumultueux

-Les fantasmes de la pédagogie et des Sciences de l'éducation: part de ce qui tient aux personnes, pas aux savoirs ..., c'est la question de la pratique, lorsqu'elle est apprise autrement qu'en pratiquant seulement. S'il suffisait de forger... Il y a du brouillage dans le paysage des disciplines...

-Dans un rapport d'inégalité, lié au fait que la place dans le champ est proportionnelle à l'âge des élèves que l'on prend en charge.

-Des acteurs divers (liés au niveau qui monte, nombreux docteurs, PEMF, temps partagés, temps plein + le fait que le statut de formateur n'existe pas du tout... Qui est légitime pour apprendre le métier à d'autres ?)

-Une conception attribuée à la gauche (Meirieu, Jospin...)

-Une campagne de dénigrement (interne, anciens EN, externe, profs du terrain, extérieure, presse, lobbies, sociétés savantes...)

Ils ont aussi des atouts :

-des lieux de formation (professionnelle d'un métier qui ne s'improvise pas)

-des lieux de vie culturelle, intellectuelle qui maillent le territoire (Alsace ou Bourg)

-des traditions (une culture, une société), un passé, une histoire

-des renouvelés (évaluations, réflexions, recherches, plan quadriennal qui pousse à renouveler, plutôt bougisme)

-une institution jeune très bousculée, en voie d'institution

3 Supprimer les IUFM : un acte emblématique

C'est comme supprimer les impôts :

-ça fait plaisir à tout le monde : A PREMIERE VUE

-facile : comme couper le pied de la vigne vierge qui garnit le bâtiment entier.

Comprendre l'intégration des IUFM dans les universités, c'est comprendre le démantèlement du service public, service républicain : leur mastérisation, c'est la preuve d'un désengagement de l'état en matière d'école et d'éducation. Le désengagement, c'est un pas vers la privatisation. Et ce n'est jamais dit, jamais avoué, ce n'était pas dans le programme électoral de Nicolas Sarkozy. Ils sont beaux s'en défendre, c'est ce qu'ils visent.

Jusqu'à présent :

- l'état paie pour la formation de ses enseignants
- l'état paie pour que les élèves, tous les élèves aient des enseignants ayant le même niveau, les mêmes compétences, sur tout le territoire, les concours sont nationaux (pour PE, académique, mais cadrage national, la question de la valeur d'un CAPES ne se pose jamais).
- le lauréat du concours entre dans le service public :
- stagiaire au début
- noté et évalué tout au long de la carrière
- doit des comptes à l'institution
- elle le protège mais elle exige de lui : affectation, barème, programmes, salaire... on a pu garantir que toutes les classes seraient pourvues, tous les enfants auraient un enseignant, quel que soit le quartier, la région (au moment où l'on est obligé de forcer les installations d'infirmières et de médecins)

On a commencé par intégrer les IUFM dans les universités, ce qui pouvait paraître logique, voire bienvenu, à l'instar de la mastérisation. (loi Fillon de 2005).

Mais il ne faut pas perdre de vue quelques points :

Il y a incompatibilité entre les contingences du service public et la dimension autonome des universités.

Intégrer les IUFM dans des universités, c'est retirer le statut de fonctionnaire à ceux qui y sont formés.

Ce n'est pas une affaire de compétence (former des médecins, former des profs, on sait le faire), c'est une affaire de statut.

Surtout, c'est laisser aux présidents d'université et aux directeurs d'IUFM le soin de s'arranger entre eux : les formes de l'intégration sont variées. Ici, ça se passe bien, là-bas, ce n'est toujours pas fait... L'intégration ne s'est pas faite selon des règles communes et transparentes.

Ce qui est visé, à terme, c'est bien le remplacement du concours par le diplôme :

-on cesse de payer la formation, elle est à la charge des étudiants et de leur famille,

-on cesse de faire coïncider diplôme et emploi,

-on soumet le détenteur du master à la recherche d'emploi, dans les pôles emplois ?

-on cesse de garantir un salaire pendant toute une carrière, on précarise,

-on ouvre le champ professionnel avec le vocable "métiers de l'enseignement" qui ne signifie pas "enseignant". On passe du métier au job!

-on fait entrer l'école dans un système de marché.

Et on sait que c'est possible, certains le disent et pensent que c'est même une bonne chose:

Pas besoin d'être fonctionnaire d'état (territoriaux) pour enseigner.
Pas besoin d'être fonctionnaire pour être prof (programmes, règles, contrats)

Ça existe ailleurs (dans d'autres pays) en Europe (mais eux envient notre système et cherchent à le copier)

C'est moins cher (année d'études en plus, pas de prise en compte pour la retraite ni dans la carrière) pour l'Etat (au moment où l'Etat redevient un recours, dans la tourmente de la crise mondiale).

4 la lutte, où en est-on ?

Le collectif de Lyon est né en novembre 2008. La prise de conscience couvait. Elle n'avait donné lieu à aucun remous d'importance. On jouait "Chronique d'une mort annoncée". Sont arrivées les suppressions des RASED et de nombreuses mesures qui sont des attaques à l'école primaire, la réforme des enseignants -chercheurs, autant d'attaques qui visent les services publics et la république...

Nous nous sommes mobilisés (CNFDE, 4 pages pour données plus techniques à disposition), blocage des notes pour le concours toujours possible, validations non encore faites. A Lyon, en baisse mais pas arrêté.

En ce moment : comme partout, des organisations syndicales sont en train de rencontrer les chefs de cabinet du ministre, ressortent en disant que ce ne sont pas des négociations : il s'agit, au ministère et de dire qu'on va y réfléchir :

-écouter les revendications

-avoir des nouvelles de la mobilisation sur le terrain.

Nous, les collectifs, nous n'avons pas d'autre revendication que le retrait de ces réformes.

Parce qu'il ne s'agit pas de négocier ou de parler de stratégies qui seraient différentes, il s'agit d'empêcher que la réforme passe, parce que ce sont les finalités de cette réforme que nous refusons, pas ses modalités.

Ce que nous demandons : c'est le temps de réfléchir. C'est que les décideurs comprennent que l'urgence est sotte, en l'occurrence. Les points à discuter sont nombreux (je ne les énumère pas ici).

Ce que nous demandons, c'est une concertation, la plus large possible.

Ce que nous demandons, c'est que la conception d'un système de recrutement de formation des maîtres soit d'abord et avant tout soumise à des principes explicites, républicains et humanistes à condition que de tels mots soient employés avec honnêteté et exactitude.

5 Ne pas capituler

Car en réalité, c'est un choix idéologique, politique qui s'opère, peut-être un choix de civilisation.

C'est mettre l'adversité au devant de la scène, brutaliser les rapports, perdre la dimension du service public

Rappel : égalité de traitement entre agents, entre usagers, entre agents et usagers : plus une quête qu'une réalité, mais c'est déjà beaucoup que ce soit une quête.

Plus grave et bien réel : la part faite aux organisations religieuses, la mise en concurrence en matière de formation et de recrutement et, à terme, une aggravation des clivages sociaux.

Plus grave et bien réelle, la diminution jamais vue du nombre de postes (sauvée pour les CAPES mais en chute), les attaques à l'école, dans le premier degré, le silence pseudo-bienveillant sur les collèges mais une réforme des lycées qui ira dans le sens de la privatisation et de la baisse des moyens, des universités traitées comme des entreprises.

Les fonctionnaires ne sont pas des privilégiés.

Ils sont les garants d'un service de qualité et égalitaire.

Le travail de sape est entamé.

Il ne faut pas baisser les bras.

Tout ce que certains veulent faire passer pour des fantasmes, du dénigrement, des allergies épidermiques au chef de l'état, tout ce qui donne à croire que nous sommes des extrémistes ou des réactionnaires, tout cela sera, à l'aune de l'Histoire vu comme une propagande, c'est -à-dire un mensonge gouvernemental, prémédité, orchestré, outillé, puissant, qui vise à soumettre les habitants de ce pays à des lois de concurrence, des lois qui flattent les bas instincts, qui consiste à prendre des mesures qui sont en recul par rapport à ce que doit être le progrès humain : plus d'égalité, plus de partage, plus d'intelligence et plus de loisir. Plus de loisir, c'est-à-dire plus d'occasions de faire sien ce que l'on a appris à l'école, justement, plus d'occasions de choisir de réutiliser ce que l'on a appris.

Et si nous sommes de ceux qui peuvent voir un peu clair dans cette catastrophe intellectuelle et humaine, continuons à dire que le monde comme ils le veulent pour nous, on n'en veut pas !